

tant de serviteurs éclairés à l'Eglise canadienne, disons plutôt américaine, et à la patrie d'ici comme de l'autre côté de la 45ème ligne, tant de forts défenseurs.

Ici, comme à Québec, on fait acte de prière et de foi. Aux appels d'un même pasteur, sous les directions d'un commandement unique, avec les mêmes élans, partis de coeurs soumis et de volontés respectueuses, on rend à Dieu le même culte et à ses ministres les offices qui sont dus aux gardiens de l'unité catholique.

La prière en commun, c'est l'acte d'humilité communicative qui empêche de présumer de ses forces, mais qui donne le courage de toutes les luttes, parce qu'elle fait toutes les forces réunies en faisceaux insolubles; la prière en commun, c'est l'acte de réflexion de l'âme sur elle-même, d'où vient comme en un tableau sommaire l'exposition de tous les devoirs communs, ceux envers la société, par conséquent et envers la patrie. Et la prière émanant de la foi avive davantage la foi, et cette foi, doublement actionnée par la science et le dévouement ou l'amour du devoir, transporte les montagnes.

Une université qui prie ensemble est équipée pour braver toutes les mers.

Oui, notre Université, ces soirs de retraite, m'a semblé, je le répète, puissamment outillée pour les luttes de l'avenir, même sans musée, sans laboratoire, et, le dirai-je, sans le secours des archi-millionnaires qui peuvent doter ses rivales.

Elle fait acte de foi, dans ses professeurs laïques, dans ses élèves; elle peut être dépassée dans l'arène scientifique et matérielle, mais son attachement au culte des ancêtres la maintiendra unie, forte, et le reste lui viendra par surcroît, aux jours et de la façon que fixeront les desseins de la Providence.

E. Bantel

MONOGRAPHIES DES PAROISSES CANADIENNES-FRANÇAISES

Dans notre prochain numéro, nous commencerons la publication des monographies annoncées, en donnant en premier lieu celle de la paroisse de Sainte-Anne de Bellevue, si pittoresque, et si intéressante à divers points de vue.

NOTRE GALERIE NATIONALE

Cette semaine, nous sommes heureux d'offrir en frontispice le portrait du Président Roosevelt; dans le numéro du 17, nous publierons celui de Son Excellence Mgr Sbaretti, délégué apostolique au Canada. Et, le 24 du courant, nous aurons le portrait de Sir Elzéar Taschereau, juge en chef de la Cour Suprême du Dominion. On le voit, tenant notre promesse, nous publions une galerie nationale que tous ceux qui conservent notre revue seront enchantés d'avoir sous la main.

CHRONIQUE

EN ANGLETERRE L'intervention du Colonial Office dans une question intérieure a eu pour résultat une crise ministérielle: le ministre John Smythe a démissionné.

Le premier ministre du Natal avait confirmé la sentence de mort prononcée contre six indigènes qui ont participé au meurtre des gendarmes au cours des récents soulèvements. M. Winston Churchill, sous-secrétaire d'Etat aux colonies, télégraphia au premier ministre du Natal de surseoir à l'exécution. M. Smythe refusa courtoisement, alors le gouverneur du Natal refusa de ratifier la sentence, ce qui entraîna la démission du ministre.

La prise ministérielle au Natal cause des ennuis assez sérieux au gouvernement. Le télégramme de Winston Churchill, sous-secrétaire d'Etat au Colonial Office, ordonnant au gouvernement du Natal de surseoir à l'exécution des nègres coupables du meurtre d'un officier de gendarmerie, au cours du dernier soulèvement des Caffrés, est sévèrement commenté par la presse conservatrice. On rend le marquis Elgin, secrétaire aux Colonies, responsable de ce que l'on considère être une grave bévue. On annonce que l'indignation est à son comble au Natal, et que des mass-meetings ont lieu dans les villes pour protester contre l'intervention inadmissible du gouvernement impérial dans les affaires intérieures de la colonie. On prétend que l'action du gouvernement anglais est de nature à mettre en péril la population blanche de l'Afrique-Sud, en ce qu'elle ne saura plus se faire respecter ni craindre.

Les journaux libéraux, ministériels, affirment que le gouvernement impérial a droit de veto et, qu'en cette circonstance surtout, il était parfaitement motivé.

Le gouvernement a été interpellé, aux Communes et à la Chambre des Lords, sur cette question.

Nous attendons d'autres détails pour apprécier cet événement, qui paraît très grave, étant donné

l'état des esprits en Afrique du Sud et le nombre des Noirs qui forment la grande majorité de la population. Il faut croire à des raisons de la plus haute gravité pour que le pouvoir impérial, contrairement à tous les précédents, ait jugé à propos d'intervenir en cette affaire de pure administration locale. Les dernières nouvelles nous apprennent que le gouvernement impérial est revenu sur ses pas. Les meurtriers seront exécutés le 2 avril, et le ministère de Natal ne maintiendra pas sa démission.

Voilà une victoire d'autonomie coloniale qui ne rehaussera pas le prestige du nouveau gouvernement anglais.

* * *

L'émigration au Canada organisée par l'Armée du Salut continue à préoccuper tous les esprits en Grande-Bretagne et ici. C'est le clou de la saison. Il y a de quoi, puisqu'il s'agit maintenant, non de 10,000 Salutistes, mais bien de 40,000 que le Canada recevrait cette année. Le premier contingent, composé de 1,400 personnes, nous est arrivé à St Jean, il y a déjà quelques jours, et il était composé — c'est bien entendu, puisqu'on les recrute à Londres, — des éléments les plus "désirables", dit un confrère, qui se sont offerts à venir coloniser le Canada. Une foule énorme de compatriotes est venue acclamer les nouveaux pèlerins, qui se sont embarqués au son des fanfares de cuivres et de tambours.

Pourvu que nous ne payions pas trop cher pour cette musique!

EN RUSSIE Il n'y a pas bien longtemps, le Premier ministre des Russes, M. de Witte, que nous pouvons appeler l'émancipateur de son pays, l'auteur — à jamais fameux pour ce seul acte — de la paix avec le Japon victorieux, avait été tué par la presse associée; il ne s'en portait pas plus mal pour cela. Dernièrement il avait démissionné dans des circonstances absolument sensationnelles; tout cela n'était fondé que sur de pures inventions des spéculateurs cosmopolites, les capitalistes juifs principalement, qui ne peuvent concevoir qu'une Russie ruinée, offerte en proie à tous les cormorans qui veulent s'abattre sur ce cadavre.

De Witte est pour eux la pierre d'achoppement sur laquelle viennent se briser tous les efforts des grands boursiers interlopes du monde. Aussi ne faut-il pas s'étonner de l'acharnement que la télégraphie subventionnée met à le supprimer par mort violente ou par simple démission. Les dernières dépêches se contentent de nous dire sommairement qu'il peut être assassiné, d'un jour à l'autre. Il en a reçu avis comminatoire. Mais s'il quittait le cabinet, oh! alors il aurait bonne chance de vivre!

* * *

Les premières élections ont eu lieu en Russie, ainsi que nous l'avons déjà annoncé, et malgré toutes les déclamations d'une presse étrangère, hostile jusqu'à se porter aux plus noires diffamations, la nouvelle se confirme que tout s'est passé tranquillement, sans le moindre désordre et de façon à dépasser les espoirs des optimistes eux-mêmes.

Douze membres du Conseil de l'Empire ont été choisis par un congrès composé des représentants des associations du commerce et de l'industrie dans la Russie d'Europe. Tous sont des hommes bien connus dans le monde des affaires et occupant de hautes situations dans leur province respective.

* * *

Il paraît que les autorités ont rait exhumer les restes du lieutenant Schmidt et de ses trois compagnons, qui ont été fusillés pour avoir organisé la mutinerie parmi les matelots de la flotte de la Mer-Noire. Les agitateurs, qui seraient heureux de voir la Russie ruinée par la révolution, le vol et le pillage organisés sous leurs ordres et à leur profit, faisaient du lieu de la sépulture des mutins un lieu de vénération pour les fauteurs de désordres. Ces rassemblements ont été interdits et les corps des singuliers martyrs que furent les chefs des mutins étant jetés à la mer, il n'y a plus lieu d'invoquer des reliques qui ne peuvent être que suggestives de désordres et de nouvelles révoltes contre l'autorité.

Les mutins de la Mer-Noire ont déshonoré la marine russe et jeté le désespoir parmi les hommes de gouvernement, qui travaillent à la restauration des Russes. Nous ne voyons pas là de quoi faire des héros et des martyrs, célébrés jusques dans nos feuilles canadiennes!

EN FRANCE "Quand en finiront-ils?" s'écriait, désespéré, un confrère français, qui produisait à l'appui les binettes abruties du délégué, du journaliste et du lecteur qui ont suivi les fameuses délibérations. Eh bien! il paraît que c'est fini à Algésiras, et que le monde pourra se "désahurir" en songeant à autre chose qu'à l'interminable conférence. L'accord est parfait, dit le télégraphe. Mais de quelle perfection s'agit-il? En diplomatie, rien n'est fini si tout n'est pas signé. Et encore!

Ici, un comité a été nommé pour préparer une rédaction qu'il faudra soumettre aux délégués qui d'ores et déjà sont d'accord, cette fois, sur tous les points.

Sur la question principale, la police, la rédaction russe l'a emporté: la France aurait sous ses soins la police de quatre ports: Magador, Saffi, Magazan et Rabat, l'Espagne en aurait deux, et la France et l'Espagne, ensemble, auraient Tanger et Casa-Blanca.

La France n'obtient pas tout ce qu'elle désirait, mais elle se tire d'un mauvais pas avec honneur. L'Allemagne n'obtient rien du tout de ce qu'elle convoitait, excepté la preuve de son isolement et de l'impuissance de la Triple-alliance, qui n'existe que sur le papier, au moins en ce qui regarde l'Italie.

La Russie, que Guillaume II espérait voir garder une stricte neutralité, s'est rangée avec l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie, à l'avis des délégués français. L'Autriche seule est restée fidèle à l'Allemagne. — Dans un cas de guerre, ma foi! nul n'aurait pu dire de quel côté aurait penché le vieil empereur austro-hongrois. L'état troublé de son empire, uni de nom mais profondément divisé de fait, l'aurait fort embarrassé.

Quoi qu'il en soit, la guerre semble évitée pour de bon, non du fait de l'entente algésirienne, mais bien de la constatation par l'irrépressible Guillaume qu'il serait seul à se battre — son peuple même ne le veut pas — contre quatre.

On dit qu'en Angleterre on éprouve un sentiment de soulagement bien légitime: le Maroc n'est pas précisément une colonie ou une terre anglaise: se battre pour agrandir la France ou la consolider dans sa puissance coloniale, n'est pas, quoique en pleine entente cordiale, d'une popularité folle parmi le gros peuple qui paie les pots cassés et fournit la chair à canon.

Bref, tout le monde se réjouit de ce résultat qui tourne, en somme, à l'honneur protocolaire des deux grandes parties intéressées. C'était chose voulue depuis longtemps, et ce que l'on a cherché, encore une fois, des mois et des mois, c'était la formule d'accord parfait qui pût sauver toutes les apparences. C'est fait. Dieu soit loué et passons à autre chose, s'il vous plaît.

* * *

Les élections générales auront lieu, le dimanche, comme il est d'usage, 6 mai prochain. Tout se fait en vue de ce grave événement qui décidera de l'apaisement dans notre malheureuse mère-patrie ou de la continuation de la guerre civile qui s'y poursuit autour des questions religieuses, sociales et économiques les plus troublantes et les plus passionnées depuis la Révolution.

On croit qu'il y aura réaction contre le système du Bloc et de la Délation organisée. Il ne faudrait pas être trop confiant à ce sujet.

Le gouvernement, quel qu'il soit ou ait été, impérial, légitimiste, orléaniste ou républicain, fait les élections place Beauveau, par son ministre de l'Intérieur, qui nomme préfets et sous-préfets, les dirige en tous points, les paie, les pousse de l'avant, les tient dans le "statu quo" ou les rejette en arrière, suivant qu'ils lui sont agréables, qu'ils ont de la "poigne" au bon moment et de la détente pour les amis à protéger. Et au moyen d'un système de centralisation dont on ne se fait pas idée en nos pays de moeurs vraiment démocratiques, le ministre se trouve de fait maître des élections, puisqu'il y a 600,000 employés publics, en France, sans compter les instituteurs, les militaires — armée de terre et marine — les employés de chemins de fer appartenant à l'Etat, etc.

Si l'on considère combien est intense la lutte pour la vie, dans ce grand pays, combien sont convoitées les places de fonctionnaires et à combien de ramifications elles tiennent par parenté et par des intérêts innombrables, on ne devra pas être surpris qu'un régime détestable soit maintenu.

On a dit avec une raison politique profonde qu'en Irlande tout le monde est contre le gouvernement — "against the government" — pendant qu'en France, à des intervalles singulièrement rapprochés et sans aucune raison appréciable, on a toujours, par vote plébiscitaire ou autrement, soutenu le gouvernement du jour.

Tout de même, la reculade du ministre Sarrien indique un mouvement de défaveur ministérielle qui pourrait affecter le résultat du suffrage universel, ainsi qu'il ressort de quelques élections tenues dernièrement.

* * *

Nos derniers échanges relatent toujours des incidents de plus en plus graves en Vendée et dans la Haute-Loire plus particulièrement. "En pleine guerre religieuse", dit l'entête d'un récit du "Matin". Et il relate l'assaut d'une école en Vendée, à Saint-Etienne de Mer-Morte, pays qui, au temps de la Révolution, fut un des centres de l'insurrection vendéenne.

(La suite à la page 1533)